

25/06/2020

Le confinement s'arrête... et la lutte des classes rebondit !

Samedi dernier 20 juin, la Marche des solidarités contre le racisme et pour la régularisation des sans-papiers (ces « premiers de corvée », y compris pendant toute la période de confinement) a rassemblé au moins autant de participants que la précédente, samedi 30 mai : plusieurs dizaines de milliers. Mais cela fait aussi des semaines que le vent de colère contre le racisme et les violences policières, parti des États-Unis, se propage dans tous les pays et en particulier en France.

Les deux manifestations appelées par le Comité Adama les 2 et 13 juin ont, elles aussi, réuni des dizaines de milliers de personnes à Paris, avec des rassemblements très importants en régions. Si les manifestants en France se sont identifiés à ceux des États-Unis, c'est que, ici aussi, les violences policières et le racisme institutionnel s'ajoutent aux violences sociales subies par l'ensemble du monde du travail et qui ont été aggravées par la crise sanitaire. Pour le gouvernement, qui avoue redouter une révolte de la jeunesse, le mot d'ordre est simple : matraquer les jeunes pour mieux exploiter ou licencier leurs parents.

Matraquer les uns pour mieux exploiter et licencier les autres

Le dernier exemple en date est cette interpellation d'une violence inouïe de Farida, infirmière, indignée par l'arrosage de gaz lacrymogènes lors de la manifestation des soignants mardi 16 juin dernier. Alors que les forces de police ont obtenu en 24 heures le retrait de l'interdiction du placage d'étranglement, les soignants, eux, attendent toujours leurs augmentations de salaire et des embauches. De fait la colère du monde hospitalier se superpose aux autres rassemblements contre le racisme et les violences policières. Le 16 juin les blouses blanches (en « colère noire ») se comptaient en dizaines de milliers dans tout le pays. Mais elles s'ajoutent également aux mobilisations contre les suppressions de postes chez Renault.

Une telle superposition des colères pourrait bien devenir le pire cauchemar de Macron. C'est pourquoi, malgré le bégaiement gouvernemental, Macron a finalement choisi son camp. Dans son allocution du 14 juin, reprenant la rhétorique de l'extrême-droite, il a assuré la police de son soutien (comprendre : la garantie de l'impunité dont elle bénéficie) tout en traitant mensongèrement de « séparatistes » les manifestants contre le racisme.

« Pas de justice pas de paix »

Le combat de la jeunesse contre le racisme et les violences policières ainsi que son cri de ralliement, « pas de justice, pas de paix », recèle un potentiel

politique immense. Oui, la bourgeoisie mène une véritable guerre aux classes populaires. Pendant que les milliards affluent sur les grandes entreprises du Cac 40, la militarisation croissante de la police se déchaîne à la fois contre la jeunesse des quartiers populaires issue de l'immigration, mais aussi sévit contre les grèves et les manifestations. La police et la justice montrent le même mépris pour les ouvriers et chômeurs en Gilets jaunes des petites villes que pour les ouvriers et chômeurs d'origine immigrée des banlieues pauvres des grandes villes. Tout comme le patronat qui licencie pour un oui ou pour un non des jeunes rétifs à la discipline ou des militants qui se refusent à l'exercice trompeur du dialogue social.

Oui, il faut une mobilisation d'ampleur pour faire taire les racistes, pour combattre les contrôles au faciès, les discriminations institutionnelles à l'embauche, dans l'accès au logement, les démarches administratives, dans tous les aspects de la vie sociale. Il faut en finir avec la fabrique de sans-papiers, avec les frontières qui tuent par milliers chaque année en Méditerranée. C'est tout le monde du travail qui sortirait gagnant de s'unir contre toutes ces tares criminelles de la société capitaliste.



Petites attentions, mauvaises intentions

C'est gentil de penser à nous et de positionner arbitrairement des congés dans nos programmations à la place des RM ou des RU qu'on nous a imposés pendant le confinement. Mais pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? Pour qu'on les prenne, il faudrait qu'ils s'occupent aussi des billets et de la réservation d'hôtel, histoire de nous assurer un bon week-end.

Conducteur de train, pas d'électricité

Un collègue mécano a été électrisé sur le chantier d'Issou. Heureusement, plus de peur que de mal. La direction a été contrainte de fermer le chantier et, en faisant des vérifications, a détecté des problèmes techniques ayant entraîné l'électrisation. N'est-ce pas le genre de vérifications qu'elle devrait faire AVANT d'ouvrir un site ? On ne veut pas perdre notre vie à la gagner.

Circulez, y'a rien à voir

Le week-end des 20 et 21 juin, le trafic a été totalement interrompu sur le groupe 3 au niveau de Nanterre U et Préfecture. En effet les deux signaux dirigeant vers la même voie ont été vus ouverts en même temps, une faille majeure du système de sécurité.

Comme seule info, un message pour nous dire qu'on était détournés sur d'autres voies. Sans plus d'explications ! Il nous a été ensuite demandé de reprendre les circulations en nous assurant que le problème était réglé... On a droit à tous les détails des interviews de Farandou dans d'innombrables mails quotidiens. Mais sur leurs énormes défaillances, dont dépendent nos vies et celle des usagers, silence ! C'est ça leur com' ?

WhatsApp social, gare à la rigolade

Un groupe WhatsApp s'était monté lors du confinement entre cheminots d'Achères, histoire de détendre l'atmosphère mais c'était sans compter sur la susceptibilité du DPX ajouté au groupe a posteriori.

Une petite blague et hop ça prend la mouche. Ni une ni deux, voilà que la direction menace un collègue de radiation pour insulte. Allez savoir en plus si « DPX en mousse » n'était pas une manière de reconnaître la qualité de celui-ci à absorber des difficultés dans son travail...

Mais en haut, susceptibilité touchée, rappel de l'autorité.

Ressource rare...

L'établissement Télécom Informatique est à la recherche d'agents qualifiés. Cette ressource « rare » ne se trouve pas partout, alors la direction a lancé un appel dans un reportage diffusé samedi dernier sur France 2 à l'édition de 13h. Les candidats seraient séduits par le métier et les projets mais n'auraient pas la formation nécessaire.

Si personne ne vient, ça ne serait pas plutôt la faute aux salaires « riquiqui » largement en dessous de ceux pratiqués dans le privé pour des postes similaires ?

Mais main-d'œuvre pas chère...

Mais pourquoi un salaire après tout ? Les agents Télécom ont eux aussi de l'amour à revendre pour le métier : la direction eu l'idée ce mois-ci, de nous

présenter la création d'une nouvelle équipe de travaux et maintenance constituée d'agents déjà en poste, qui devront bosser en 2/8 ou 3/8 sur le projet Nexteo du RER E, sans EVS ni accord local.

Être vitrine de la SNCF ? Ok, mais alors sortez le chéquier et les qualifs ou remballez votre projet.

Une de plus...

Alors que des jeunes manifestent par dizaines de milliers contre les violences policières et le racisme, des agents de la SUGE se sont illustrés la semaine dernière par une interpellation violente sur une femme noire à la gare d'Aulnay-Sous-Bois : elle est traînée puis plaquée au sol alors même qu'elle avertit être enceinte... Les images, choquantes, ont fait le tour des réseaux sociaux.

Même en l'absence de ticket ou de masque, on doute qu'une Marie-Christine, à Neuilly, aurait eu droit au même traitement... Mais dans les quartiers populaires, les cow-boys sont de sortie, se croyant tout permis.

La douloureuse

Valérie Péresse, patronne d'IdF Mobilités car présidente (de droite) de la région fait le tour des plateaux télés avec une menace : la cessation de paiement au 8 juillet. Plus de bus, plus de banlieue... Un coup de pression pour que l'Etat mette la main à la poche. Dans son argumentaire non dénué d'arrière-pensées politiciennes très personnelles, elle prétend que la santé des transports urbains était « florissante » avant la Covid... On l'a pourtant entendue pleurnicher sur le coût de notre grève de cet hiver !

Ce genre de dispute entre politiciens peut faire sourire mais qu'ils ne s'avisent pas de nous présenter l'addition : ce n'est ni aux travailleurs des transports, ni aux usagers de payer quelques pertes d'entreprises par ailleurs très prospères !

Attaquer l'un d'entre nous, c'est nous attaquer tous

Le 16 juin au matin, plus de 300 cheminots et RATP se sont rassemblés en soutien à Eric Bezou, menacé de licenciement par le ministère du travail de Muriel Pénicaud, avant de rejoindre la manifestation des hospitaliers. Nous étions nombreux la semaine d'avant au rassemblement pour Ahmed, du dépôt de bus de Flandres, qui a écopé de 2 mois de mise à pied pour faits de grève. Et nous serons à nouveau nombreux le 29 juin à midi au rassemblement pour Alex du dépôt de bus de Vitry. Tous les prétextes sont bons pour intimider des militants, et derrière, les travailleurs qui relèvent la tête... On ne se laisse pas intimider, on se serre les coudes et on continue le combat.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

- par Facebook : www.facebook.com/npaetincellepsl

- par mail : cr@convergencesrevolutionnaires.org